

## PROCESSUS DE BARCELONE

## Développer une nouvelle approche basée sur la connaissance

Le professeur Juan De Castro de Arespacochaga, enseignant à l'université de Madrid, estime que le processus de Barcelone n'a pas répondu aux attentes des pays de la Méditerranée. A l'occasion d'une conférence présentée hier, il a prôné une approche basée sur l'échange de connaissances.

**Tarek Hafid - Alger (Le Soir) -** «La question que nous devons poser aujourd'hui est la suivante : est-ce que le processus de Barcelone a répondu aux attentes des Etats de la Méditerranée ?» Le professeur Juan De Castro de Arespacochaga, qui était hier l'invité de l'Institut national d'études de stratégie globale, a répondu par la négative à sa propre question.

«Sur le plan économique, pour partager la prospérité, il faut déjà la créer. Cela n'a pas été le cas. Sur un autre plan, le processus de Barcelone a été incapable d'empêcher la déstabilisation au Moyen-Orient et de freiner les mouvements de migration du Sud vers le Nord.»

Pour le confier, l'échec est avant tout économique. «L'ouverture commerciale est-elle la cause ou l'effet de cette initiative ? Il y a eu déficit de coopération macro-économique entre les Etats des deux rives. A titre d'exemple, l'Union européenne consacre moins de 5% de son budget aux investissements directs dans les pays du Sud. Les Etats-Unis consacrent beaucoup plus au Mexique, et c'est également valable pour le Japon vers la Chine», dira-t-il. Le professeur Juan De Castro de Arespacochaga estime que l'avenir des relations entre l'ensemble des pays du Bassin méditerranéen passe par le transfert de la connaissance. Un transfert censé développer la compétitivité des pays de la rive Sud. «Il faut que ces Etats entrent dans le processus de compétitivité basé sur l'innovation. Il est nécessaire de trouver des solutions intégratrices.

Mais il faut les trouver ensemble.» Les solutions prônées ne nécessitent pas forcément de grands investissements mais pourraient être des aides à la décision qui seront mises à la disposition des pouvoirs publics, des opérateurs économiques et des représentants de la société civile.

«Mais avant de passer à autre chose, nous devons dresser le bilan du processus de Barcelone. D'où l'initiative du Medcop, qui est une plate-forme sur le développement en Méditerranée. Cette initiative ne vise pas à concurrencer le projet d'union du président Sarkozy, mais plutôt à encourager le débat afin de dresser un état de la situation et définir les initiatives à venir.»

T. H.

## FERHAT M'HENNI DU MAK :

## «Bouteflika n'a pas la santé pour assurer un troisième mandat»

Le troisième mandat présidentiel pour Bouteflika et la révision constitutionnelle ont été parmi les questions abordées par Ferhat M'henni du MAK qui était l'invité, dans l'après-midi d'hier, de l'université de Tizi-Ouzou, dans le cadre du programme commémoratif du printemps berbère organisé par la coordination locale des étudiants. Le leader du MAK répondra, dans le débat qui a fait suite à son exposé sur l'autonomie de la Kabylie, à plusieurs questions d'actualité. Pour Ferhat M'henni, le troisième mandat et la révision constitutionnelle ne sont que l'expression de la lutte des clans qui se déchirent pour le pouvoir. La mise en place d'un mécanisme permettant l'institutionnalisation d'un vice-président de la République à travers la révision constitutionnelle, ne constitue, selon l'orateur, qu'un subterfuge pour les partisans de Bouteflika. «Bouteflika n'a pas la santé suffisante pour gouverner et pour assumer un troisième mandat. Le clan favorable à Bouteflika veut faire réviser la Constitution pour créer un poste de vice-président qui aura une légitimité constitutionnelle et qui permettra à ce clan de durer à la tête de l'Etat, en cas de vacance du pouvoir.» Se défendant d'être un scissionniste ou d'appeler au séparatisme, Ferhat qui dit assumer entièrement ses positions autonomistes, lance ce qui s'apparente à une mise en garde «si l'autonomie de la Kabylie ne se réalise pas dans peu de temps, nous risquons d'être débordés par d'autres demandes et d'autres propositions», laissant entendre qu'il risque d'y avoir des gens qui vont demander l'indépendance sur le modèle Kosovo.

S. A. M.

MALGRÉ UNE FORTE MOBILISATION  
Belkhadem refuse de recevoir  
les syndicats autonomes

Le chef du gouvernement, M. Abdelaziz Belkhadem, n'a pas trahi hier son allié Sidi-Saïd, secrétaire général de l'UGTA, en affichant un niet à la demande d'audience qui lui a été adressée par la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique.

**Rosa Mansouri - Alger**

(Le Soir) - Une délégation composée de représentants syndicaux a tenté de rencontrer, hier, le chef du gouvernement afin de lui exposer la situation et surtout de lui expliquer les points de discordance qui sont rejetés par ces syndicats et contenus dans la nouvelle grille des salaires. Aucun cadre de la chefferie du gouvernement n'a été d'ailleurs sensibilisé par les doléances des fonctionnaires, sachant que personne n'a daigné recevoir la délégation. Après une brève attente, les syndicalistes se sont rendus à l'évidence et n'ont trouvé ouvert que le bureau d'ordre de la chefferie de gouvernement pour déposer une lettre ouverte, dans laquelle ils ont exposé leurs revendications. «Nous sommes déçus, mais nous nous attendions à cette réaction», nous a déclaré le Dr Merabet, secrétaire général de la coordination, en ajoutant : «Je me sens méprisé en tant que citoyen algérien, en tant que cadre et fonctionnaire.» Pourtant, nul doute n'est à afficher concernant la légitimité de

ces syndicats autonomes. Le deuxième jour de la grève a enregistré une forte adhésion par rapport au premier jour. Une visite dans les établissements hospitaliers nous renseignait sur la situation de paralysie.

De nombreuses foules étaient, hier, dans les couloirs des différents services hospitaliers. Les blocs opératoires étaient, quant à eux, presque paralysés. Seul le service des urgences enregistre un fonctionnement normal. Sinon, les conséquences de la grève à laquelle ont appelé les différents corps de la santé, à l'exception des paramédicaux, étaient visibles dans l'anarchie qui régnait dans les services et aussi sur les visages des malades désorientés et soucieux.

Un médecin en grève, ce sont des dizaines de malades sans renseignement, sans assistance et sans espoir. Aussi un enseignant de lycée en grève, c'est des milliers de candidats pour le baccalauréat perturbés et inquiets. Voilà la situation des deux secteurs fondamentaux de la

Fonction publique, en débrayage ces deux derniers jours, suite à l'appel de la Coordination nationale des syndicats autonomes de la Fonction publique. Le taux de suivi de la grève au deuxième jour était de 90% pour la santé et 80% pour l'éducation.

«Si on ne sert plus à rien, qu'ils nous le disent et que les choses soient claires», a témoigné hier, un médecin réanimateur rencontré dans l'enceinte de l'hôpital Mustapha-Pacha. Ce médecin qui d'habitude ne pouvait pas quitter les blocs opératoires, même pendant la pause-déjeuner, se désolait de profiter du beau soleil de la journée, sans s'éloigner, bien sûr de son service. «Le président de la République ne cesse de se poser la question sur la fuite des cerveaux, alors nous lui répondons que c'est le mépris affiché envers les fonctionnaires qui les fait fuir», se révolte notre interlocuteur. Sa collègue médecin spécialiste se joint à la discussion. «Faites vos enquêtes et comparez notre travail à ce qui se fait ailleurs, nous avons des compétences irremplaçables, mais s'ils nous poussent avec cette indifférence encore longtemps, le gouvernement algérien peut déjà aller cher-

cher des compétences ailleurs, car nous allons tous partir, l'un après l'autre. D'ailleurs où sont tous nos collègues avec qui nous avons commencé nos carrières ?» explique-t-elle. Sans vouloir porter atteinte au corps paramédical et celui des sages-femmes, les médecins spécialistes déplorent le taux des augmentations reçues. «4 000 DA pour un médecin qui a passé 15 années au service des malades. C'est inadmissible et humiliant pour tous nos sacrifices», insiste-t-elle. Ainsi, que ce soit dans le secteur de la santé ou de l'éducation, le mot d'ordre de grève était largement suivi. Même si la revendication salariale est au centre du mécontentement, la dignité du salarié de la Fonction publique est aussi revendiquée par les grévistes. Ceux-là exigent une meilleure considération de la part du gouvernement qui, à ce jour, n'a affiché à leur égard que de l'indifférence. «Nous sommes des citoyens et nous voulons être reçus, en dehors même de nos appartenances syndicales», sollicitait hier la délégation qui a été mandatée par la Coordination des syndicats autonomes pour demander audience au chef du gouvernement.

R. M.

EN DÉPIT DES PRESSIONS DE L'ADMINISTRATION  
SUR LES FONCTIONNAIRES

## La grève bien suivie à Boumerdès

Malgré les fortes pressions qu'exerce l'administration, par le biais des ministères de l'Education nationale et de la Santé, l'appel à une grève de deux jours lancé par les deux groupes des syndicats autonomes a été bien suivi dans la wilaya de Boumerdès, particulièrement dans le secteur de l'éducation.

Contacté par nos soins, le coordinateur local du Cnapet, M. Salhi a affirmé que sur les 28 lycées que compte la wilaya de l'ex-Rocher-Noir, les enseignants de 27 établissements ont répondu à l'appel de leur syndicat et entamé l'arrêt de travail qui durera trois jours pour cette organisation.

Au lycée Laid El-Khalifa, par exemple, sur un effectif de 52 enseignants, seuls 6, pour la plupart des suppléants, ont travaillé. Selon M. Salhi, le taux de participation varie entre 60 et 75%.

La contribution de l'Unpef à cette grève est également remarquée. Selon son responsable local, M. Hamadi, le taux de suivi diffère d'une localité à une autre. Ce responsable fustige l'administration qui aurait, selon lui, distribué par le biais d'un syndicat concurrent une note (n° 169 du 11/04/2007), qu'aurait signée le secrétaire général de la Direction de l'éducation, menaçant les fonctionnaires qui adhèrent à cet arrêt de travail. En dépit

de ces menaces, il évalue positivement le taux de participation. A l'exemple des deux écoles primaires mitoyennes du centre-ville de Boumerdès, Brahim Boumerdassi et Ali Hamdane, le débrayage est diversement suivi dans le primaire et le moyen. Dans la première école seule BS, 25 ans de service, est en débrayage. En plus des revendications exprimées par les syndicats autonomes, cette gréviste unique se pose des questions à caractère social qui touchent la corporation : «Je voudrais savoir sur quelle base cette augmentation nous été consentie.» Sa collègue, gréviste elle aussi mais dans une autre localité, 24 ans de service dans l'Education, explique la frustration des enseignants qui ont pris connaissance des chiffres concernant les revalorisations des grilles des salaires annoncées à grand tapage médiatique par le patron du syndicat. «Une ancienne élève à moi devenue ensei-

gnante, toucherait en tant que débutante presque le même salaire que le mien. Dès lors que deviennent mes diplômes et mon expérience ?» s'indigne-t-elle. A l'école mitoyenne, par contre, c'est tout le personnel enseignant qui n'a pas travaillé. Les fonctionnaires, en majorité des femmes, sont décidés à aller jusqu'au bout de leurs revendications salariales, d'indemnités diverses et de statut particulier. Dans cet établissement, deux enseignantes en retraite étaient de passage pour saluer leurs anciennes collègues. L'une d'elles cria son amertume : «Ecrivez s'il vous plaît ! Nous avons des retraites minables ! Nous sommes réduits à la quasi-mendicité ! Il est urgent que le gouvernement se penche sur notre cas.» Le docteur Bellili Houria de la santé, représentante du SNSPS à l'hôpital de Thénia, nous a déclaré que le mot d'ordre de grève était bien suivi à travers plusieurs localités de la wilaya puisque, selon elle, seules les urgences fonctionnaient. S'agissant de l'université M'hamed Bouguerra, d'après l'estimation de M. Bouloudène, res-

ponsable régional de l'une des ailes du CNES, une centaine d'enseignants a répondu à l'appel. Expliquant la démarche de l'aile du CNES dont il fait partie, il dira : «Dans la conjoncture actuelle, ce n'est pas tant le taux de participation qui compte mais notre soutien à tout mouvement de revendication sociale.» Pour les grévistes du mois de mars, la déception vient, comme d'habitude, des administrations des structures déconcentrées de l'Etat et des collectivités locales. Dans ces secteurs, point de grève, du moins en ce qui concerne les grandes agglomérations de la wilaya. D'aucuns considèrent que les syndicats autonomes qui ont appelé à une grève nationale dans une conjoncture défavorable : menaces de l'administration, ponctions répétitives de salaire, travail de sappe du syndicat du pouvoir... ont réussi leur mouvement revendicatif.

Les observateurs estiment, pour le part, que les fonctionnaires de l'éducation se sont affranchis de la peur des représailles et qu'ils ont de fait délégitimé probablement de manière radicale l'organisation officielle de la vocation syndicale.